

N° 4 : février 2012

## Accroître les emplois ruraux en Afrique subsaharienne

**L'**Afrique subsaharienne est confrontée à d'importants défis socio-économiques, l'un des plus sérieux étant la pénurie de travail dans les zones rurales. Chaque année, dix millions de jeunes supplémentaires se retrouvent sur le marché du travail – ils seront bientôt vingt millions – alors que des dizaines de millions d'Africains vivant en milieu rural n'ont déjà pas de travail, ou pas suffisamment pour pouvoir se sortir eux-mêmes de la pauvreté.

Lors du Briefing sur le Développement à Bruxelles intitulé *Principaux facteurs de la transformation rurale en Afrique : création d'emplois et croissance rurale*<sup>1</sup>, des experts ont proposé une série de

mesures pour améliorer la situation de d'emploi. Les gouvernements devraient mettre en œuvre des politiques pour stimuler la croissance des secteurs ruraux, agricoles et non agricoles. Ils devraient augmenter les investissements dans l'éducation et la formation professionnelle dans les zones rurales, en particulier pour les jeunes. Ils devraient également veiller à ce que les femmes, qui représentent une force de travail importante dans les zones rurales, bénéficient des mêmes avantages et du même soutien que les hommes. Enfin, les petits exploitants agricoles devraient être encouragés à travailler ensemble pour améliorer leur productivité et leur accès aux marchés.



©Sven Torfmm/PANOS/Hollandse Hoogte

Deux tiers de la main d'œuvre africaine sont actifs dans l'agriculture. Danie Nanyako, du village de Mlaviwa, au Malawi, prépare ses champs pour la culture.

### LES FAITS

En Afrique subsaharienne, 65 % de la main-d'œuvre travaille dans le secteur de l'agriculture, qui génère 32 % du produit intérieur brut. Malgré son importance, l'agriculture n'arrive pas à assurer un travail décent – caractérisé, selon l'Organisation internationale du travail (OIT), par un salaire convenable, assorti de conditions de sécurité sur le lieu de travail et d'une protection sociale pour la famille – à la majorité de la main-d'œuvre.

Les marchés ruraux du travail sont caractérisés par de hauts niveaux d'informalité, une

prépondérance de l'emploi occasionnel et des taux élevés de travailleurs indépendants. Les conditions de travail en milieu rural sont souvent médiocres et l'accès à la protection sociale est limité. La législation du travail est rarement respectée et les travailleurs ruraux sont mal organisés. Selon l'OIT, 76 % de la population active d'Afrique subsaharienne exerce un « emploi vulnérable » et 56 % vit dans une pauvreté extrême, avec un salaire journalier ne dépassant pas 1,25 dollar américain. La plupart des ouvriers agricoles sont engagés pour un travail mal payé ou saisonnier. Ce n'est pas tant le chômage classique que le sous-emploi qui constitue le problème principal.

### OPTIONS POLITIQUES

➔ **Renforcer la relation** entre économies agricoles et non agricoles par des politiques ambitieuses et stimuler la croissance des chaînes de valeur agricoles.

➔ **Investir dans les personnes**, en particulier les jeunes, en leur offrant l'éducation et la formation professionnelle dont ils ont besoin, afin qu'ils puissent profiter des nouvelles opportunités d'emplois.

➔ **Réduire les disparités** entre les femmes et les hommes en offrant les mêmes opportunités aux femmes et aux hommes.

➔ **Encourager et renforcer les organisations** qui permettent aux petits producteurs d'améliorer leur accès aux marchés et d'accroître leur pouvoir de négociation.



<sup>1</sup> Organisé par le CTA, l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, la Commission européenne (DG DEVCO), le Secrétariat du Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et Concord. Septembre 2011. <http://brusselsbriefings.net>



© Andy Johnstone/PANOS/Hollandse Hoogte

Une stimulation de la croissance du secteur agroalimentaire permettra de créer de l'emploi. Le nettoyage et le filetage de poissons pêchés dans le Lac Victoria dans une usine en Ouganda.

**“  
La promotion  
d'opportunités  
d'emplois ruraux  
décentés représente  
la meilleure  
voie pour réduire  
la pauvreté et  
atteindre la sécurité  
alimentaire.”**

*Peter Wobst, FAO*

En 1985, il y avait en Afrique subsaharienne 281 millions de personnes en âge de travailler. En 2005, elles étaient 489 millions, et on prévoit que ce chiffre sera de 616 millions en 2015. L'augmentation rapide du nombre de jeunes demandeurs d'emploi pose de nouveaux défis aux pays africains, qui comptent un taux de chômage des jeunes actuellement deux fois plus élevé que celui des adultes.

L'économie rurale non agricole devient de plus en plus importante en Afrique subsaharienne, mais elle n'a pas encore atteint le niveau de croissance rapide observé dans des pays comme l'Inde et le Brésil. La demande en biens et services produits par le secteur non agricole provient de différentes sources. Celles qui sont liées à l'agriculture incluent la demande des ménages agricoles en produits de consommation, la demande en intrants et services agricoles et enfin la demande des populations urbaines en aliments frais ou transformés. Le secteur non agricole bénéficie également d'autres activités telles que l'industrie et les télécommunications, qui n'ont pas de lien direct avec l'agriculture. Les dépenses engagées par les gouvernements dans les services

représentent également une part significative des emplois non agricoles dans de nombreuses villes rurales.

On estime qu'en Afrique chaque dollar de revenu additionnel dans le secteur agricole génère un revenu additionnel à hauteur de 0,5-0,6 dollar américain dans l'économie rurale non agricole. La stimulation de la production agricole restera donc une composante clé des stratégies de l'emploi. Ce point est explicitement reconnu par l'initiative Rural Futures (Avenir rural), soutenue par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

## DES POLITIQUES DE PROGRÈS

### Stimuler la croissance de l'économie rurale non agricole

La croissance de l'économie non agricole aura une importance cruciale lorsqu'il s'agira de créer de nouveaux emplois dans les zones rurales d'Afrique subsaharienne. Elle peut jouer un rôle vital en mettant en relation les agriculteurs et les marchés nationaux et internationaux et en veillant à ce qu'une plus grande part des bénéfices issus des chaînes de valeur retourne dans les zones rurales. Cela est particulièrement important dans des pays qui en sont aux premiers stades du développement économique.

Les politiques visant à augmenter l'emploi rural non agricole impliqueront de nombreux secteurs, notamment les services financiers, le transport, la santé, l'éducation et la gestion des ressources naturelles. L'expansion des technologies de l'information et de la communication (TIC) permettra également de développer l'emploi rural. Prenons à titre d'exemple l'expérience récente du Rwanda.

Le premier télécentre du pays a vu le jour en 2004, offrant l'accès à Internet, aux informations de marché et à d'autres services. Depuis, quelque 150 centres similaires ont été créés

**“ Il s’agit d’investir dans les gens autant que dans les briques et le mortier.”**

*Felicity Proctor,  
Proctor Consulting Ltd*

dans le pays, et 850 centres supplémentaires seront mis en place dans les quatre prochaines années. Ces centres stimulent l’emploi rural et permettent aux agriculteurs, entre autres, d’obtenir un meilleur accès au marché.

### **Investir dans l’éducation et la formation professionnelle en zone rurale**

L’homme adulte en Afrique rurale a en moyenne suivi moins de quatre années de scolarité ; la femme adulte, elle, moins de trois. Même si, durant la dernière décennie, les inscriptions dans les écoles primaires d’Afrique ont connu une augmentation significative, en particulier parmi les filles, les gouvernements doivent réaliser davantage d’investissements dans les domaines de l’éducation et de la formation professionnelle.

Les connaissances pratiques et le sens des affaires, nécessaires pour s’engager pleinement sur le marché du travail, font souvent défaut aux jeunes des milieux ruraux. Ils ont plus de chances de trouver un travail décent s’ils améliorent ces compétences par une formation professionnelle. Les politiques qui s’attachent à augmenter les investissements dans la formation scolaire et professionnelle en zone rurale permettent en outre d’augmenter

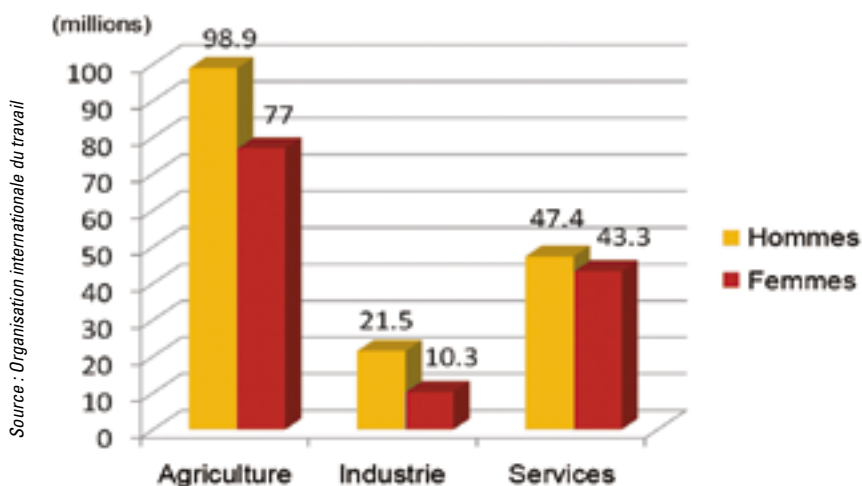
la productivité agricole. Elles facilitent aussi l’adoption des nouvelles technologies par les communautés rurales, contribuent à améliorer les services de vulgarisation et préparent le terrain pour des activités à forte intensité de main-d’œuvre et à valeur élevée.

Dans le secteur agricole, les champs-écoles paysans ont connu un succès considérable en aidant les paysans à acquérir de nouvelles compétences. Jusqu’en 2008, 10 à 20 millions de personnes dans plus de 80 pays en ont bénéficié. Une variante réussie est celle des écoles pratiques d’agriculture et de vie pour les jeunes (JFFLS), programme lancé par l’Organisation pour l’alimentation et l’agriculture (FAO), dont plus de 20 000 jeunes hommes et femmes ont bénéficié dans 16 pays. Ces écoles ont notamment permis d’augmenter le taux d’emploi des jeunes, de faciliter leur accès aux marchés et de freiner l’exode rural.

### **Offrir des opportunités égales aux femmes**

Les femmes représentent 43 % de la main-d’œuvre agricole, voire beaucoup plus dans certains pays, et sont davantage susceptibles que les hommes d’exercer un emploi vulnérable. En Afrique subsaharienne, nombre d’entre elles sont employées comme travailleur familial non rémunéré ou encore à temps partiel ou de manière saisonnière. Elles ont tendance à être moins payées que les hommes, même pour des postes équivalents et des niveaux d’études et d’expérience comparables.

Les recherches montrent que les femmes agricultrices sont entre 20 et 30 % moins productives que les hommes. Cela est dû au fait que les hommes ont un meilleur accès à la terre, au crédit, à la formation et à la technologie. La FAO a démontré qu’en comblant ce fossé entre les hommes et les femmes, les productions agricoles des pays en développement augmenteraient de 2,5 à 4 %, soit suffisamment pour que 100-150 millions de personnes échappent à la faim.



*Emplois par secteur et par sexe  
en Afrique subsaharienne (année 2009)*

“  
**Stimuler  
 la croissance  
 agricole permettra  
 à l'économie rurale  
 non agricole  
 d'engranger des  
 dividendes  
 extraordinaires.”**

Peter Hazell, IFPRI

AUTEUR

Charlie Pye-Smith

RELECTEURS

Peter Hazell / IFPRI

Peter Wobst / FAO

Cristina Rapone / FAO



Les gouvernements d'Afrique subsaharienne devraient donc introduire des mesures octroyant aux femmes le même accès aux technologies et services que celui dont bénéficient les hommes et le même niveau de contrôle sur les ressources productives.

**Renforcer les organisations  
 qui représentent les petits  
 producteurs**

Les petits exploitants agricoles réussissent mieux lorsqu'ils sont organisés. Cela leur permet de mieux influencer sur les politiques gouvernementales ; cela les encourage également à devenir plus productifs et à mieux répondre aux besoins du marché.

Une organisation brésilienne en a fait la démonstration. Depuis sa création en 2004, la FETRAF, fédération des agriculteurs familiaux et des petits exploitants, est parvenue à convaincre le gouvernement brésilien de fixer un prix minimum pour les produits issus de l'agriculture familiale. Elle a également fait campagne pour l'entrée en vigueur d'une loi imposant aux autorités municipales

d'acheter des quantités importantes de produits provenant de l'agriculture familiale pour le programme des cantines scolaires. Désormais, l'agriculture familiale brésilienne couvre 70 % des besoins en alimentation du pays.

En Afrique, des organisations similaires commencent à influencer les politiques et à améliorer le bien-être des petits exploitants agricoles. À titre d'exemple, la NASFAM, association nationale des petits exploitants agricoles du Malawi, représente 100 000 agriculteurs et fournit une série de services. Les économies d'échelle font que les intrants agricoles coûtent maintenant moins cher pour les membres que pour ceux qui font leurs achats de manière individuelle. Tout aussi important, l'adhésion met les agriculteurs dans une meilleure position pour négocier lors de la vente de leurs produits. La NASFAM encourage les paysans à se considérer comme des hommes d'affaires et des entrepreneurs plutôt que comme des producteurs de biens de subsistance. Cela contribue à la création de nouvelles opportunités d'emplois. ■

## Pour en savoir plus

CTA/NEPAD. *Briefing n° 24, Principaux facteurs de transformation rurale en Afrique : création d'emplois et croissance rurale*. I. Boto, E. Fotabong et F. Proctor. 2011

<http://tinyurl.com/7gc79nz>

Banque mondiale. *Indicateurs du développement en Afrique, 2008/09. Les jeunes et l'emploi en Afrique – Le potentiel, le problème, la promesse*. 2009

<http://tinyurl.com/6szd7qq>

Banque mondiale. *L'avenir de l'Afrique et la contribution de la Banque mondiale*. 2011

<http://tinyurl.com/89f3qzd>

FAO. *La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture 2010-2011. Le rôle des femmes en agriculture*. 2011

<http://tinyurl.com/83833r8>

FAO. *Rural youth employment in developing countries: a global view (L'emploi des jeunes ruraux dans les pays en développement : aperçu mondial)*. 2010

<http://tinyurl.com/7qgxumb>

Nkurunziza, Janvier D. *Generating rural employment in Africa to fight poverty (Créer des emplois ruraux en Afrique pour combattre la pauvreté)*. 2006

<http://tinyurl.com/748jkvn>

Organisation internationale du travail. *Promotion de l'emploi rural pour réduire la pauvreté*, Conférence internationale du travail, 97<sup>e</sup> session. 2008

<http://tinyurl.com/83vpaey>

Overseas Development Institute. *Rural employment and migration: in search of decent work. (Emploi rural et migration : à la recherche d'un travail décent)*. Briefing Paper n° 27. 2007

<http://tinyurl.com/7ej7hc4>